



Motion

« Tout mettre en œuvre pour empêcher le « pacte de responsabilité »

VIII^e congrès de la CGT Educ'action

Motion présentée par la CGT Educ'action 76
Adoptée à l'unanimité par la CE de la CGT Educ'action 76

Le président de la République a nommé à la tête du gouvernement un nouveau Premier ministre dont une des tâches prioritaires sera la mise en œuvre du « pacte de responsabilité ». Ce gouvernement est bien un gouvernement « de combat » : il entend mener une offensive brutale et de grande ampleur contre les travailleurs en activité ou au chômage, les retraités.

Les coupes budgétaires annoncées de 50 milliards permettent d'offrir de nouveaux cadeaux au patronat. Avec ces milliards, des milliers d'emplois pourraient être créés, les salaires augmentés et les services publics améliorés.

Il est indispensable pour les salariés de mettre en avant leurs revendications pour défendre leurs conditions de travail et de vie : augmentation des salaires, des retraites et des allocations chômage ; baisse du temps et de la charge de travail ; défense des services publics ; ...

Pour cela, la CGT doit exiger :

- le retrait pur et simple du « pacte de responsabilité »
- le maintien du financement de la Sécurité Sociale et de toute la protection sociale sur les salaires
- l'augmentation des salaires, des pensions et des allocations pour toutes et tous
- l'arrêt des coupes dans les budgets, le maintien des services publics gratuits, ouverts à toutes et tous et de qualité
- le maintien de toutes les garanties du Code du travail, du statut général et des statuts particuliers de fonctionnaires

La CGT doit tout mettre en œuvre pour permettre aux salariés de faire aboutir leurs revendications, de défendre leurs intérêts immédiats et de participer à la transformation de la société. Cela passe par l'affrontement capital/travail et par l'impulsion, la construction et l'organisation de luttes convergentes capables de renverser le rapport de force en faveur des intérêts des salariés.